



RÉPONSES DES CANDIDATES ET CANDIDATS DE LA CIRCONSCRIPTION LAURIER-DORION

RÉPONSE DE MADAME VALÉRIE ASSOULINE COALITION AVENIR QUÉBEC

Madame Valérie Assouline a donné une réponse générale, sans répondre à chaque question. Voici sa réponse :

La présente fait suite à la lettre que vous nous avez fait parvenir dans le cadre de l'actuelle campagne électorale et concernant les enjeux qui touchent de près votre organisme.

Il nous fait plaisir de vous transmettre nos réponses à vos enjeux qui, nous l'espérons, seront à votre convenance.

La santé des enfants et la qualité de leur milieu de vie sont un souci constant pour la Coalition Avenir Québec. Il est inacceptable que les écoles du Québec aient été laissées à l'abandon par les gouvernements libéraux et péquistes.

La Coalition Avenir Québec est préoccupée par la qualité de l'air dans les écoles, elle est la première à avoir demandé au gouvernement, par le biais de sa porte-parole en éducation, Nathalie Roy, d'agir dans le dossier de la qualité de l'air à la CSDM.

Un gouvernement de la Coalition Avenir Québec travaillera étroitement avec les établissements scolaires, et ce dans le cadre du PQI, afin d'offrir aux enfants et aux parents du Québec des milieux de vie sains et de qualité

Veillez agréer l'expression de nos considérations distinguées.

RÉPONSE DE MONSIEUR ANDRES FONTECILLA QUÉBEC SOLIDAIRE

Monsieur Andres Fontecilla a répondu aux questions et a envoyé la lettre suivante :

Mesdames, Messieurs,

Nous avons bien reçu votre lettre m'interpellant, M. Andres Fontecilla, candidat de Québec solidaire dans la circonscription de Laurier-Dorion, au sujet des écoles affectées par la moisissure. Vous trouverez ci-joint nos réponses à votre questionnaire.

Québec solidaire est intervenu plusieurs fois sur la place publique pour dénoncer cette situation, l'un des héritages de la politique du « déficit zéro » appliquée autant par le Parti libéral que par le Parti québécois. Cette politique de rigueur budgétaire, ce sont nos enfants et le personnel de leurs écoles qui en font les frais tous les jours en problèmes de santé et par les inconvénients que subissent celles et ceux qui sont déplacés dans des locaux provisoires.

S'il est élu, Québec solidaire adoptera un plan national pour rénover et entretenir les écoles publiques en accordant la priorité à la santé et à la sécurité du personnel et des élèves. Notre cadre financier prévoit 500 millions \$ par année en immobilisation pour les écoles primaires et secondaires. Ce plan abordera en priorité la situation vécue par les élèves et le personnel de la CSDM.

Plus spécifiquement, je suis particulièrement préoccupé par les délais dans l'octroi des permis de démolition de l'école Saint-Gérard. Bien que l'émission des permis soit de juridiction municipale, j'entends intervenir personnellement auprès de la Commission scolaire et auprès des responsables de l'arrondissement pour accélérer le processus d'octroi du permis. En outre, conscient des enjeux identifiés par la Commission Charbonneau sur la collusion dans le domaine de la construction, je m'engage, en tant que futur député de Laurier-Dorion, à faire tout ce qui est en mon pouvoir, dans le respect des lois et de la réglementation, pour contribuer à accélérer la sélection d'un entrepreneur et ainsi entamer le plus tôt possible le début des travaux de démolition et de reconstruction.

En ce qui concerne l'école Joseph Charbonneau, même si certains travaux ont été complétés, elle demeure une école considérée risquée, et nous suivrons de près l'évolution de la situation, en concertation avec la CSDM et les autorités compétentes.

Dans la présente campagne électorale, Québec solidaire propose une vision sociale globale inspirée par l'amour d'un Québec juste. Dans un Québec juste, tous les enfants ont droit à des écoles saines et à une éducation de qualité; et tous les enfants doivent avoir accès au primaire à des écoles de voisinage.

Pour moi, le député est avant tout, le représentant et le porte-parole de la population de sa circonscription, de ses problèmes et ses préoccupations. N'hésitez donc pas à communiquer avec moi pour me faire savoir toute

situation qui mérite l'attention du gouvernement du Québec ou toute autre instance publique.

Veillez agréer mes salutations les plus sincères,

- 1. Depuis l'annonce de l'octroi du financement en janvier 2013 pour l'école Saint-Gérard et octobre 2013 pour l'école Baril, plusieurs mois se sont écoulés sans que les travaux aient pu commencer parce que les permis de démolition ne sont toujours pas accordés par les arrondissements de Villeray-Petite-Patrie pour Saint-Gérard et Hochelaga-Maisonneuve pour Baril. La ministre Malavoy s'était pourtant engagée à demander aux autorités de la ville de Montréal d'accélérer la délivrance des permis de démolition et de construction.**

- a. Que comptez-vous faire pour accélérer le processus de délivrance des permis de démolition et de construction pour ces deux écoles?

Québec solidaire interviendra personnellement auprès de la Commission scolaire et auprès des responsables des arrondissements concernés.

- b. Êtes-vous prêts à vous engager à ce que les permis soient accordés pour que les travaux débutent en juin 2014?

L'émission des permis est de juridiction municipale, et le début des travaux dépend de processus de soumissions et de choix d'entrepreneurs, domaine extrêmement délicat comme l'a révélé la Commission Charbonneau. Néanmoins, Québec solidaire s'engage à faire tout ce qui est en son pouvoir pour contribuer à accélérer les choses.

- 2. Mis à part les écoles Baril et Saint-Gérard, qui ont obtenu respectivement 19 M\$ et 10 M\$ en garantie de financement pour la reconstruction, six autres édifices sont aussi fermés pour les mêmes raisons : les annexes Saint-Raymond et Sainte-Jeanne-D'Arc ainsi que les écoles Hochelaga, Saint-Nom-de-Jésus, des Nations et Sainte-Lucie. Aucune garantie de financement du gouvernement pour la réhabilitation de ces édifices n'a encore été annoncée plusieurs mois après la fermeture et la relocalisation de ces écoles.**

- a. Dans sept des huit écoles fermées, les élèves et le personnel ont été transférés dans d'autres écoles, parfois du même quartier, parfois à plusieurs kilomètres du quartier. Les élèves et le personnel ne peuvent pas compter par exemple sur une bibliothèque ou des gymnases ou des locaux pour les services de garde adaptés. Êtes-vous prêts à garantir le financement nécessaire pour que les élèves et le personnel de ces écoles puissent compter sur les mêmes services et équipements adaptés à leurs besoins?

Oui. Pour assurer à toute la population une éducation accessible et gratuite, Québec solidaire :

a) *éliminera tous les frais facturés aux étudiants es et aux parents pour la fréquentation de tout établissement public d'enseignement, du préscolaire jusqu'à l'université, de manière à instaurer la pleine gratuité en 5 ans;*

b) *bonifiera les ressources consacrées aux écoles situées en milieux défavorisés et les programmes de soutien alimentaire en milieux défavorisés;*

c) *favorisera le développement d'activités parascolaires gratuites dans toutes les écoles primaires et secondaires publiques;*

Notre cadre financier prévoit l'ajout 650 millions \$ par année au budget d'opérations pour les écoles primaires et secondaires.

3. Outre les huit écoles de la CSDM fermées et relocalisées dans des locaux temporaires et inadéquats, au moins huit autres écoles comptent un nombre important de signalements de symptômes reliés à la mauvaise qualité de l'air. Ces huit écoles, Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, Joseph-Charbonneau, Louis-Riel, Pierre-Dupuy/des métiers des Faubourgs, Dollard-des-Ormeaux et Sainte-Bibiane font l'objet d'inspections approfondies et/ou de travaux importants.

a. Êtes-vous prêts à vous engager à garantir le financement pour que des travaux majeurs soient effectués dans ces édifices afin d'assurer une meilleure qualité de l'air et la santé des centaines d'élèves et de membres du personnel qui les fréquentent?

Oui!

Québec solidaire adoptera un plan national pour rénover et entretenir les écoles publiques en accordant la priorité à la santé et à la sécurité du personnel et des élèves. Notre cadre financier prévoit 500 millions sur 5 ans en immobilisations pour les écoles primaires et secondaires. 3 milliards écoénergétiques

4. La Coalition pour des écoles saines à la CSDM formée de 75 organismes préoccupés par la qualité de l'air dans les écoles réclame du gouvernement depuis février 2013 un réinvestissement de 1 milliard de dollars soit 100 millions de dollars par année durant 10 ans pour que les écoles fermées soient reconstruites et que le déficit d'entretien du parc immobilier de la CSDM soit atténué. À ce jour, en bonifiant les sommes allouées à l'entretien et avec les subventions accordées par le programme Réno-écoles, le gouvernement a répondu à la demande d'injecter 100 millions de dollars pour la première des 10 années.

a. Êtes-vous prêts à vous engager à garantir les 100 millions de dollars nécessaires pour la durée du prochain mandat si votre parti forme le prochain gouvernement?

Oui!

Québec solidaire adoptera un plan national pour rénover et entretenir les écoles publiques en accordant la priorité à la santé et à la sécurité du personnel et des élèves. Notre cadre financier prévoit 500 millions sur 5 ans en immobilisations pour les écoles primaires et secondaires.

RÉPONSE DE MONSIEUR GERRY SKLAVOUNOS PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC

Monsieur Gerry Sklavounos a répondu 6 jours après l'échéance.

Monsieur Gerry Sklavounos a donné une réponse générale, sans répondre à chaque question. Voici sa réponse :

La présente vise à donner suite à la correspondance que vous avez fait parvenir aux candidats du Parti libéral du Québec concernant l'amélioration de la qualité de l'air dans les écoles de la Commission scolaire de Montréal (CSDM).

Pour le Parti libéral du Québec, la réussite des jeunes a toujours été une priorité. Et nous partageons vos inquiétudes quant au degré de salubrité de certaines écoles, puisqu'un environnement sain, sécuritaire, attrayant et enrichissant est l'une des conditions préalables à l'apprentissage. Rappelons que le dernier gouvernement libéral accordait annuellement aux commissions scolaires une somme annuelle de 500 M\$ afin de mieux entretenir les écoles du Québec. Ces sommes étaient de l'ordre de 100 M\$ seulement au début des années 2000. Nous avons donc agi pour le bien-être de nos enfants et bien sûr des membres du personnel des écoles. Et nous continuerons en ce sens.

Un gouvernement libéral de Philippe Couillard règlera donc de façon prioritaire les problèmes de qualité de l'air dans les écoles en rétablissant les sommes prévues dans le Plan québécois des infrastructures du Québec, programme coupé de 15 milliards de dollars par le gouvernement péquiste.

Pour mieux réinvestir dans les services aux élèves et dans la réussite scolaire, nous nous sommes engagés aussi à réduire dans la bureaucratie. Au bout de 5 ans, ce sont 187 millions qui seront investis directement pour le service aux élèves et la réussite scolaire. Le Parti libéral du Québec est le seul parti qui s'est engagé à augmenter le 3,5 % le budget de l'éducation pour les 5 prochaines années.

Un gouvernement libéral poursuivra donc ses efforts pour donner toutes les chances de réussite à nos jeunes et dans les conditions les plus optimales possible. Il s'agit du meilleur investissement que nous puissions faire pour eux, pour leur avenir et pour l'avenir du Québec.

Nous vous remercions d'avoir pris le temps de nous écrire et vous invitons à nous suivre sur notre site Internet au www.plq.org.

Nous vous prions de recevoir, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

RÉPONSE DE MONSIEUR PIERRE CÉRÉ PARTI QUÉBÉCOIS

Monsieur Pierre Céré du Parti Québécois n'a pas daigné répondre à nos questions.